

Eckert : 80 % des centres informatiques des Finances doivent être supprimés !

Dans le courant du mois de mai, le secrétaire d'État chargé du budget, Christian Eckert, a inauguré le nouveau centre informatique douanier à Osny dans le département du Val-d'Oise. Il en a profité pour annoncer, de manière cynique, que « dans le cadre de la modernisation des moyens de l'État, 10 centres [informatiques] au maximum doivent subsister pour le ministère des Finances sur la soixantaine actuellement ».

Cette annonce, faite dans un cadre totalement inapproprié, est tout simplement scandaleuse. Les centres informatiques de nos ministères sont, en effet, en grande majorité des centres des Finances publiques.

En 2016, plus de 5000 informaticiens travaillent dans nos ministères. Une telle restructuration entraînera immanquablement des bouleversements dans leur vie professionnelle et personnelle. La grande majorité d'entre eux ne pourra certainement pas se déplacer à 150km ou plus pour continuer à exercer son métier. Mais peut-être plus grave encore, ce sont des centaines d'agents compétents et expérimentés dont le ministère sera amené à se passer pour poursuivre les missions, au combien critiques, dans le domaine informatique.

Si nous n'empêchons pas la mise en œuvre d'une telle « réforme », une grande partie de ces missions risquent fort de terminer dans l'escarcelle du secteur privé. Non que celui-ci fasse nécessairement du mauvais travail, mais son manque de connaissance de nos missions est un véritable handicap pour le développement des applications. A chaque fois que cela s'est

produit, les applications ont d'ailleurs connu de graves dysfonctionnements et des dérives budgétaires considérables parfois à grands coups de milliards d'euros.

Et, est-il nécessaire de rappeler que chaque jour un informaticien du secteur privé coûte entre 800 et 1000 euros à l'administration ? Cet argent ne va bien entendu pas dans sa poche mais dans celle des grands groupes informatiques, dirigés par exemple par d'anciens ministres des Finances comme Thierry Breton (PDG de Atos). Tiens, tiens... Le comportement de ce gouvernement qui souhaite assécher un peu plus les finances publiques au profit de ceux qui sont déjà les plus riches n'est pas acceptable !

S'il y en avait encore besoin, **voici une nouvelle raison pour se battre contre un gouvernement qui a complètement perdu la tête et faire grève massivement le 14 juin pour lui faire entendre raison.** Exigeons le maintien des centres et des missions informatiques. Car ce qui pourrait arriver aux services informatiques n'est qu'un étage de la fusée du démantèlement des services des Finances, souhaité par le pouvoir actuel, plus méprisant encore que le précédent.

